

**La flambée des prix agricoles en 2008 a accentué la faim dans les pays du Sud**

« La flambée des prix des denrées alimentaires, qui ont atteint en juin 2008 leur niveau le plus élevé depuis 30 ans, a plongé 115 millions de personnes supplémentaires dans la faim chronique » indique l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) dans son rapport 2009 sur la « [situation des marchés des produits agricoles](#) ». Pour certains analystes, la conjoncture des marchés laissait alors entrevoir de toutes autres perspectives, les agriculteurs des pays pauvres pouvant profiter de prix hauts pour investir dans la production et contribuer à faire reculer la faim et la pauvreté. Mais, globalement, cela n'a pas été le cas car « ces prix ne leur ont pas été répercutés ». Depuis, le niveau des prix agricoles a diminué et les difficultés auxquelles font face les agriculteurs des pays en développement – manque d'infrastructures, accès limité aux intrants etc. – demeurent. Dans son rapport, la FAO appelle à « protéger les consommateurs contre des prix alimentaires élevés » tout en incitant les producteurs « à investir dans la production, à augmenter leur productivité et à répondre par l'offre ».

**La CNUCED dresse une analyse critique de la crise économique et financière**

Dans son « Rapport sur le commerce et le développement 2009 », publié le 7 septembre, la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) dresse une analyse de la crise économique et financière mondiale et des mesures prises et envisagées pour la résorber. Son premier constat est sans appel : les perspectives mondiales sont « sombres », les principales puissances économiques mondiales n'étant actuellement pas en capacité de renouer avec la croissance. Certains indicateurs financiers se sont certes redressés ces derniers mois, mais ils ne reflètent pas le renforcement des fondamentaux macroéconomiques et « dénotent plutôt le goût retrouvé des acteurs des marchés financiers pour le risque ». Ce sont justement les mouvements spéculatifs sur les marchés financiers, qui « n'obéissent à aucune logique économique », qui ont été à l'origine de la crise. Et ces signes de reprise ne pourraient cacher « l'effondrement des bénéfices dans l'économie réelle, le surinvestissement dans l'immobilier et la hausse du chômage ». La crise s'est propagée au monde et a touché « presque tous les pays en développement qui ont vu leur croissance économique accuser un net ralentissement depuis le second semestre de 2008, et nombreux sont ceux qui se sont également enfoncés dans la récession ». En Afrique subsaharienne, le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant va diminuer en 2009 et, dans ce contexte, les Objectifs du Millénaire pour le Développement ne seront pas atteints.

Pour faire face à la crise, une cinquantaine de pays à faibles revenus ont sollicité des prêts auprès du Fonds monétaire international (FMI) dont « les conditions d'obtention » ont « sévèrement limité les politiques adoptées » par les pays emprunteurs. De même, d'après la CNUCED, l'aide internationale annoncée par le G20 de Londres au mois d'avril dernier aura une efficacité réduite car la délivrance des prêts reste liée à « l'obligation de réduire les dépenses publiques et d'augmenter les taux d'intérêt ». De plus, l'allocation de ces fonds, émis par le FMI, dépend du nombre de quotes-parts détenu par chacun des membres de l'organisation internationale. Ainsi, les pays à faibles revenus, qui auraient besoin du soutien le plus important, n'en recevront qu'une faible part (8%).

La CNUCED préconise une « révision en profondeur des politiques monétaires et financières », une « réglementation stricte des marchés financiers » et une « refonte du système international de taux de change ». Elle appelle également à un « moratoire temporaire sur le remboursement des dettes publiques » des pays en développement et à associer étroitement les changements climatiques aux stratégies de développement.

**Sommet de la SADC à Kinshasa**

Les 7 et 8 septembre, les chefs d'Etat et de gouvernement des 15 pays membres de la Communauté pour le développement de l'Afrique Australe (SADC) se sont réunis à Kinshasa, en République Démocratique du Congo, au cours d'un sommet pendant lequel ils se sont particulièrement penchés sur les situations politiques à Madagascar, au Zimbabwe et au Lesotho. Le sommet a également approuvé un Memorandum of Understanding pour la coopération régionale et l'intégration entre la SADC, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et la Communauté de l'Afrique de l'Est (CEA). Selon certains analystes, ce projet de marché unique, qui serait le plus vaste du continent, pourrait être considérablement retardé par des conditions d'intégration régionale insuffisantes. Sur le plan agricole et alimentaire, les chefs d'Etat ont noté les surplus céréaliers enregistrés au Malawi, au Mozambique, en Afrique du Sud et en Zambie tout en soulignant que la malnutrition reste un problème majeur dans la région, en particulier du fait de la combinaison de bas revenus et de prix agro-alimentaires élevés.

Sources: FAO, CNUCED, SADC, Tralac.